

Ecole inclusive

700 AESH toujours dépourvues de statut : « Depuis dix ans notre situation n'évolue pas, elle empire »

Toujours précaires, toujours peu rémunérées, et toujours sans statut spécifique, les Assistantes d'élèves en situation de handicap (AESH) tentent de s'organiser sur le plan syndical.

FLORENCE CLAUDAU-PARANT

Aucune création de poste d'AESH n'est prévue dans les mesures de carte scolaire qui sont actuellement discutées en Haute-Vienne (lire ci-dessus). Ce qui ne semble pas surprendre les syndicats, à commencer par le SNES-FSU qui organisait hier un stage de formation à destination de ces personnels essentiels à l'école inclusive.

« Depuis dix ans notre situation n'évolue pas, elle empire », lâche avec amertume Jessica, AESH en primaire. Au total, 700 AESH travaillent en Haute-Vienne. De la petite section de maternelle à la terminale, elles assistent au quotidien des élèves en situation de handicap et constituent le pilier de l'école inclusive. Un métier à part entière, exercé à 99 % par des femmes, mal reconnu, et mal rémunéré.

Sabrina, qui fait partie des rares AESH à bénéficier d'un temps complet, intervient en lycée. Reformuler, séquencer, aider à la compréhension de cours parfois complexes constitue son quotidien. « Je peux avoir dix élèves différents sur un seul service, explique la jeune femme. Je fais du

droit, de l'économie, des maths, des sciences, de la philosophie. Hors indemnités de fonctionnement, je suis rémunérée 50 centimes de plus que le Smic horaire ». Jennifer travaille dans le cadre d'un contrat de 22 heures... « 22 heures et 20 minutes ! », ajoute-t-elle en souriant. C'est l'horaire exact de mon contrat. Nous pouvons avoir plusieurs enfants dans la même classe, on est obligées de passer sans cesse de l'un à l'autre ».

Longtemps silencieuses, les AESH se syndiquent peu à peu et sont désormais de plus en plus nombreuses à faire entendre leur voix. Et certaines n'hésitent pas évoquer les difficultés de leur métier. « L'école inclusive telle qu'elle est gérée par l'Éducation Nationale peut générer une grande souffrance, chez les enfants mais aussi chez nous, explique Jessica. Nous recueillons de plus en plus de témoignages difficiles. Certains enfants en détresse peuvent être très violents, il y a des coups, des morsures... Dans de telles situations, l'AESH doit tout faire pour se protéger elle-même, protéger l'enfant et protéger les autres. C'est extrêmement complexe et épuisant. » ●



Une centaine d'AESH a participé à une journée de formation hier au lycée Raoul Dautry. PHOTO THOMAS JOUHANNAUD

HVI